

2017 Review

SECURITY GOVERNANCE INITIATIVE

Promouvoir une gestion et une surveillance transparentes, responsables et efficaces des secteurs de la sécurité et de la justice



Introduction

La sécurité nationale des États-Unis exige des partenaires et des alliés efficaces. Lancée en 2014, la Security Governance Initiative (SGI) permet aux pays partenaires de gérer plus efficacement les institutions du secteur de la sécurité et de la justice. Les six pays partenaires de SGI comprennent le Ghana, le Kenya, le Mali, le Niger, le Nigeria et la Tunisie.

L'amélioration de la performance du secteur de la sécurité et la réforme des institutions sont des efforts à la fois techniques et politiques. La formation et l'équipement tactiques sont nécessaires pour renforcer les capacités du secteur de la sécurité; cependant, c'est insuffisant. Le SGI cherche à savoir où un fort engagement politique en faveur de l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité existe, et s'efforce ensuite de tirer parti de l'appui interministériel des États-Unis pour en avancer. SGI travaille également pour permettre aux dirigeants réformateurs dans les pays partenaires de réaliser le changement organisationnel nécessaire pour relever les défis de sécurité du 21^{ème} siècle.

Depuis la création de SGI, les pays partenaires et les parties prenantes interministérielles des États-Unis ont tiré des leçons précieuses de l'approche SGI. Cet examen SGI 2017 offre l'occasion de réfléchir sur les trois dernières années et de partager l'approche, les progrès et les meilleures pratiques découverts grâce à la mise en œuvre de SGI.

SGI en Pratique

Trois caractéristiques distinguent SGI des autres engagements: partenariat, processus, et patience. SGI facilite les conversations de haut niveau pour surmonter les obstacles institutionnels et politiques empêchant une gestion, une surveillance et un soutien efficaces du secteur de la sécurité. SGI a encouragé le développement de stratégies significatives et l'alignement des ressources pour soutenir les objectifs définis. Plusieurs partenaires ont également fait du progrès important dans l'amélioration de la coordination interministérielle pour relever les défis de sécurité. Ces réformes contribueront à faire de ces pays des partenaires plus compétents et des fournisseurs de sécurité et de justice à long terme.

Le Plan d'Action Conjoint (JCAP) de la SGI est un document co-rédigé avec chaque pays partenaire de SGI pour enregistrer une compréhension mutuelle des priorités et des défis de sécurité communs, et définir les attentes pour le partenariat SGI. Connaître les priorités des partenaires, la volonté politique et les intérêts partagés font des JCAP un outil puissant pour identifier les opportunités d'engagement.

En 2017, tous les JCAP ayant été rédigés et signés, SGI est passée à la phase de mise en œuvre complète. Le niveau et la nature des progrès varient selon les six pays. Des facteurs politiques, tels que les élections et les changements dans le leadership d'un pays, ainsi que des facteurs techniques, tels que la capacité d'un pays à absorber l'aide, ont influencé le rythme des réformes.

Bien que des descriptions plus détaillées des engagements des pays figurent aux pages 5 à 10, les points forts de SGI en 2017 comprennent:

- Les partenaires se sont réunis à Accra, au Ghana, lors du premier Séminaire des partenaires SGI pour partager leurs expériences et de nouvelles idées pour faire avancer les objectifs de gouvernance du secteur de la sécurité.
- Au Niger, SGI a soutenu la création de politiques visant à améliorer la gestion globale des ressources pour faire face aux menaces de sécurité critiques.
- A travers le soutien de SGI, le ministère de la Défense du Mali a appliqué des procédures de sélection du personnel et le ministère de la Sécurité a développé des outils de recrutement pour la police nationale.
- Avec l'aide de SGI, le Kenya a établi des centres d'opérations conjoints pour les entités de gestion des frontières afin de collecter et de partager des informations, et de prendre des décisions sur les biens et les personnes entrant dans le pays.

Leçons tirées par SGI

La gouvernance du secteur de la sécurité est intrinsèquement politique. Des changements dans la gouvernance des institutions du secteur de la sécurité peuvent créer des gagnants et des perdants. La prise en compte des arrangements formels et informels qui régissent l'utilisation, la surveillance et le maintien du secteur de la sécurité conduit à des réformes plus significatives et durables. Des contacts fréquents avec des dirigeants politiques de haut niveau à travers des comités directeurs et de points de contact désignés de haut niveau contribuent à maintenir la dynamique des réformes institutionnelles.

Le partenariat n'est pas seulement un mot à la mode. La fourniture d'une assistance efficace dans le secteur de la sécurité repose sur un véritable partenariat entre les pays fournisseurs et les pays bénéficiaires. En tant que partenariat, SGI prédit que le gouvernement et le pays partenaire des États-Unis définissent et traitent ensemble des intérêts et des objectifs communs. La patience était nécessaire pour établir une compréhension partagée des défis du secteur de la sécurité, une vision commune et des exigences identifiées conjointement.

La coordination interministérielle joue un rôle essentiel. Des cultures uniques, des mandats et des procédures opérationnelles standard rendent la planification, la programmation et l'exécution interorganisationnelles extrêmement difficiles. Une approche pangouvernementale permet aux gouvernements d'appliquer les ressources et les capacités de façon plus stratégique. La coordination et la consultation entre les intervenants interministériel des États-Unis et les représentants des gouvernements partenaires pendant les phases d'élaboration et de mise en œuvre du programme améliorent le partage de l'information et l'unité de l'effort.

Le suivi et l'évaluation des progrès mettent l'accent sur les efforts. Un cadre de suivi et d'évaluation a été élaboré pour aider à définir et mesurer les résultats de la mise en œuvre des SIG. La définition des jalons et la mesure des résultats aident à déterminer l'efficacité de l'approche SGI, qui, à son tour, permet de formuler des recommandations pour améliorer la planification, la programmation et la mise en œuvre. Des réunions régulières du comité de pilotage donnent l'occasion aux hauts fonctionnaires des États-Unis et des pays partenaires d'examiner les progrès, de discuter des moyens de surmonter les obstacles à la mise en œuvre et d'évaluer si les efforts répondent aux buts et objectifs stratégiques.

SGI Partners Seminar

SGI a tenu son premier séminaire des partenaires à Accra, au Ghana, du 11 au 15 décembre 2017. Le séminaire a réuni des intervenants interministériel américains et de hauts responsables militaires et civils des six pays partenaires de la SGI: Ghana, Kenya, Mali, Niger, Le Nigéria et la Tunisie - pour partager leurs expériences en matière de réforme de la sécurité et de la justice à travers les SIG, renforcer les principes de gouvernance de la sécurité et développer un réseau pour une collaboration future.

Le séminaire, organisé par le Centre Africain d'Études Stratégiques (ACSS) au nom du Bureau des Affaires Africaines du Département d'État, a débuté par des remarques du Ministre Ghanéen de la Sécurité Nationale, du Coordinateur de la Sécurité Nationale et de l'Ambassadeur des États-Unis au Ghana. Le séminaire comprenait des présentations d'experts sur les questions de gouvernance de la sécurité et des discussions en petits groupes sur les domaines d'intérêt communs des SIG, notamment la gestion des frontières, la communication, la planification stratégique, la gestion des ressources et l'administration de la justice. Le séminaire a permis aux délégations des pays de se rencontrer séparément pour glaner des idées les unes des autres. Des représentants de l'ambassade des États-Unis et de Washington, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), des ministères de la Défense, de la sécurité intérieure et de la justice ont mieux compris les priorités des pays partenaires engagements.



Photo prise par les participants du SACR au Séminaire des partenaires SGI de décembre 2017 à Accra, au Ghana

Security Governance Initiative

Ghana

Le JCAP de SGI Ghana, signé en février 2016, est axé sur la sécurité maritime, la gestion des frontières, la cybercriminalité et la cybersécurité. L'administration de la justice est une question transversale dans tous ces domaines. Le gouvernement du Ghana (GOG) dirige des groupes de travail interministériels pour organiser les efforts visant à atteindre les objectifs du JCAP.

Sécurité Maritime. Le Ghana est confronté à une série de problèmes de sécurité maritime - de la piraterie à la pêche illégale - qui minent sa prospérité économique et posent un risque important pour la sécurité nationale. En 2017, SGI s'est concentré sur deux lignes d'effort. Premièrement, SGI a commencé à faciliter le développement d'un cadre de sécurité maritime pangouvernemental et d'une stratégie maritime nationale. Grâce à des consultations, des ateliers et un exercice de simulation, SGI a cherché à valider les résultats de l'examen juridique et institutionnel maritime de 2017, à identifier les moyens d'améliorer le partage interinstitutionnel de la sécurité maritime et à établir une feuille de route pour combler les lacunes critiques. Deuxièmement, SGI a mené une enquête sur les systèmes de sensibilisation au domaine maritime et les capteurs actuellement utilisés par les parties prenantes ghanéennes pour la surveillance des pêches. Les évaluations ont révélé que dans chaque agence, il y avait dans leurs systèmes des fonctionnalités qui n'étaient pas utilisées actuellement ou dont l'utilisation pouvait être ajustée pour mieux répondre aux besoins de chaque agence.

Gestion des Frontières. Les menaces transnationales, y compris le terrorisme et le trafic illicite, exigent une meilleure gestion des frontières aériennes, maritimes et terrestres du Ghana. En 2017, une évaluation des frontières du Ghana a été réalisée, qui a été présentée au coordonnateur adjoint de la sécurité nationale. Le groupe de travail sur la gestion des frontières a mis en place une architecture de gouvernance pour améliorer la communication et la collaboration entre les agences de gestion des frontières de GOG. L'architecture a établi des unités de gestion des frontières sous-intégrées, composées de comités de sécurité frontaliers à tous les points d'entrée.

Cybersécurité et Cybercriminalité. Alors que le Ghana se déplace pour sécuriser les points d'entrée physiques, il cherche également à sécuriser des points d'entrée invisibles - notamment en renforçant la cybersécurité et en améliorant sa capacité à lutter contre la cybercriminalité. SGI se concentre sur le développement d'une approche globale de la cybersécurité, ainsi que sur le développement des équipes d'intervention en cas d'urgence cybernétique. En 2017, le GOG a lancé le Groupe de travail technique national sur la cybersécurité, ainsi que le Conseil consultatif interministériel national pour la cybersécurité. SGI a soutenu la cyber-semaine ghanéenne et continue d'aider le GOG dans sa progression vers l'adhésion à la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe.

L'administration de la Justice. Une plus grande transparence et responsabilité dans le secteur de la justice permet au Ghana de poursuivre plus efficacement et plus rapidement les criminels liés aux trois domaines prioritaires de la SGI: maritime, frontalier et cybersécurité. SGI aide le GOG à définir clairement les rôles et les responsabilités de la police et des procureurs ghanéens en ce qui concerne le processus de justice pénale et à améliorer la gestion des affaires pénales dans toutes les agences du gouvernement. À cette fin, un système est en cours de conception pour faciliter le suivi des dossiers au niveau interministériel. Pour assurer la durabilité, par le biais de SGI, le GOG travaille sur un plan pour exploiter et maintenir le système dans le futur.

Security Governance Initiative

Kenya

Le JCAP SGI Kenya, signé en juillet 2015, est axé sur la gestion des frontières, la gestion des ressources humaines de la police et l'administration de la justice. La lutte contre l'extrémisme violent est une question transversale dans toutes ces régions. La période des élections présidentielles de 2017 a limité l'engagement de SGI dans la dernière partie de l'année. Cependant, le gouvernement du Kenya (GOK) est resté attaché aux objectifs du JCAP. En soutien aux SGI, le Directeur du Centre national antiterroriste du Kenya, l'Ambassadeur Martin Kimani, a noté que "davantage de programmes de partenariat bilatéraux devraient adopter la structure de SGI pour la responsabilité mutuelle et le renforcement des initiatives conjointes".

Gestion des Frontières. L'une des priorités les plus élevées du Kenya en matière de sécurité est la prévention du terrorisme et des mouvements illicites à travers ses frontières. En 2017, les efforts se sont poursuivis pour améliorer la coordination et la collaboration entre les multiples agences frontalières du Kenya. SGI a appuyé la création de centres d'opérations conjointes et l'élaboration et la mise en œuvre de processus de partage de l'information aux points d'entrée, y compris les postes frontaliers, les ports et les aéroports. Des représentants des agences de sécurité frontalière du Kenya se sont rendus aux États-Unis pour des visites d'étude, qui ont servi à l'élaboration d'une stratégie de gestion des frontières et au développement d'une structure pour les communications internes et externes. SGI a facilité l'identification des autorités légales qui définissent la gestion des frontières. SGI travaille également avec les communautés le long des frontières du Kenya pour s'engager avec les autorités gouvernementales locales et nationales afin d'améliorer le contrôle des frontières. Enfin, SGI a facilité la signature du Système de ciblage automatisé - Mémoire d'accord global entre les Gouvernements du Kenya et des États-Unis qui permettra aux deux pays de partager des informations sur les passagers, d'autoriser les voyages légitimes et de les aider à prévenir le terrorisme.

Gestion des Ressources Humaines de la Police. Des politiques cohérentes et transparentes en matière de gestion et de supervision des ressources humaines de la police permettraient au Kenya de rendre la police plus efficace, de promouvoir la sécurité intérieure et de renforcer la confiance du public dans l'application de la loi. Le groupe de travail du National Police Service (NPS) a commencé à utiliser les résultats d'une analyse des tâches réalisée par SGI en 2016 pour informer les nouvelles politiques régissant l'embauche, la formation et la promotion, et pour aider le NPS à répondre aux besoins réels. De plus, des progrès initiaux ont été réalisés en vue de définir les exigences relatives à un système d'information sur la gestion des ressources humaines de la police et d'élaborer un cadre de travail pour l'analyse des tâches de la phase II.

L'administration de la Justice. L'amélioration des procédures judiciaires et l'offre de solutions de rechange au procès peuvent réduire l'arriéré judiciaire et les taux de détention préventive et minimiser l'exposition de ceux qui attendent d'être jugés à une idéologie radicale dans les prisons kenyanes. En 2017, SGI a mis en place des projets pilotes en collaboration avec le bureau kenyan du directeur des poursuites publiques afin d'accroître le recours aux accords de plaidoyer. La SGI a aidé le Conseil national sur l'administration de la justice pour les enfants à organiser des «semaines de service» pour régler les affaires pendantes, étendre la représentation légale aux enfants en conflit avec la loi et utiliser des accords de plaidoyer pour résoudre les affaires. Les pouvoirs publics coréens se sont engagés à renforcer les institutions judiciaires et à élargir les services d'aide juridique à la population kenyane en annonçant le Plan d'action national pour l'aide juridictionnelle 2017-2022.

Security Governance Initiative

Mali

Le JCAP SGI Mali, signé en décembre 2015, vise à aligner les ressources du ministère de la Défense sur les besoins opérationnels, le recrutement de la police nationale et la gestion des ressources humaines, le développement des ressources humaines du ministère de la Justice et la Défense interministérielle. et la planification et la coordination de la sécurité. En 2017, le gouvernement du Mali (GOM) a poursuivi son plan de création d'une entité permanente chargée de coordonner la stratégie de défense et de sécurité du Mali.

Gestion des Ressources du Ministère de la Défense. L'amélioration des processus de planification et la mise en œuvre de politiques claires pour gérer les ressources humaines, financières et matérielles du MOD permettront au gouvernement d'aligner plus efficacement ses ressources sur ses priorités en matière de sécurité nationale. En 2017, la Direction des ressources humaines du MOD a utilisé et évalué les procédures de sélection du recrutement du personnel développées par SGI. En s'appuyant sur les ressources de SGI, MOD a également passé en revue les fonctions du personnel de la logistique pour identifier les besoins de formation associés. Un plan a été présenté au ministre de la Défense pour la création d'un bureau de stratégie et de politique MOD.

Développement des Ressources Humaines de la Police Nationale. Un personnel qualifié et motivé permettra à l'IP de mener efficacement les activités d'application de la loi. En 2017, des processus transparents de recrutement, de formation, de promotion, de rémunération et de discipline à l'intention des agents d'application de la loi ont été élaborés pour améliorer le système de gestion des ressources humaines des IP. En 2017, une série de formulaires de recrutement de NP, de questionnaires et de manuels ont été complétés par SGI. SGI a facilité l'identification des compétences et des exigences professionnelles que l'IP doit prendre en compte dans ses réformes de gestion des ressources humaines. La numérisation du système de gestion des ressources humaines du PN a également été poursuivie par le biais de SGI.

Ministère de la Justice Développement des Ressources Humaines. Le renforcement des capacités de gestion des tribunaux et des prisons permettra au Ministère de la justice d'administrer la justice de manière efficace dans tout le pays. En 2017, plusieurs manuels destinés aux magistrats et aux greffiers des tribunaux et des greffes, ainsi que d'autres documents à l'usage de l'institut de formation judiciaire, ont été élaborés par l'intermédiaire de SGI. Les documents définissaient les rôles et les responsabilités des greffiers, des greffiers et des magistrats; les parcours de carrière identifiés pour les membres de la magistrature et les autres professions juridiques; et suggéré des améliorations au processus de recrutement. Ces produits visent à améliorer la surveillance et la gestion des tribunaux en vue d'améliorer les services de justice pour tous. Des progrès vers l'informatisation du système de gestion des ressources humaines du ministère de la Justice ont également été réalisés par l'intermédiaire de SGI en 2017.

Coordination Interministérielle. Le renforcement de son cadre de coordination des politiques de sécurité nationale permettra au gouvernement de relever ses défis en matière de sécurité de manière stratégique et globale. Tout au long de l'année 2017, SGI a aidé le gouvernement à développer des structures et du personnel pour renforcer la coordination des priorités de sécurité nationale. À la fin de l'année, le GOM avait l'intention d'établir un conseil national de sécurité à la Présidence de la République du Mali.

Niger

Le JCAP Niger SGI, signé en octobre 2015, se concentre sur la réalisation d'un examen de la sécurité nationale pour élaborer un cadre stratégique, aligner les ressources du Gouvernement du Niger (GON) sur les besoins de sécurité et améliorer les communications externes. Le gouvernement a fait des progrès constants en 2017 grâce à l'engagement et à la participation de haut niveau de l'ensemble du gouvernement. En conséquence, SGI au Niger est un acteur de premier plan au sein de SGI, tant en termes de progrès que de mise en œuvre.

Cadre Stratégique. Un cadre stratégique est nécessaire pour renforcer la capacité du gouvernement à classer par ordre de priorité ses menaces à la sécurité nationale et à évaluer de manière appropriée toute lacune de capacité susceptible d'entraver le traitement de ces menaces. En 2017, SGI a soutenu l'élaboration d'une liste hiérarchisée des lacunes de capacité en fonction de trois scénarios de menace. Cette analyse des lacunes a été présentée aux commandants des quatre corps de la Force de défense de sécurité (FDS) - les forces armées nigériennes (FAN), la gendarmerie, la garde nationale et la police nationale (PN). Une proposition a également été faite pour créer un organe de planification stratégique interministériel qui se réunirait périodiquement pour réévaluer les menaces et les lacunes en matière de sécurité, institutionnalisant ainsi le travail accompli par SGI à ce jour et assurant la représentation des ministères concernés.

La Gestion des Ressources. Les SGI se concentrent sur l'alignement des ressources humaines et financières sur les lacunes de capacités et les menaces prioritaires, ainsi que sur la compréhension des considérations logistiques requises pour répondre adéquatement aux problèmes de sécurité. En 2017, le travail de SGI a abouti à la création de politiques critiques nécessaires pour améliorer la gestion globale des ressources liées aux menaces sécuritaires les plus pressantes au Niger. SGI a soutenu la rédaction de nouvelles politiques de promotion et d'affectation pour réduire l'inflation et instituer un système de promotion et d'affectation fondé sur le mérite. De nouveaux codes spécialisés ont été élaborés pour permettre aux dirigeants de comprendre les lacunes du personnel et les compétences requises dans le FDS. Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont examiné ces nouvelles politiques, qui sont actuellement en cours d'approbation et de mise en œuvre. La doctrine logistique a également été rédigée et approuvée, et est également en cours de mise en œuvre. Enfin, un rééquilibrage modeste des allocations budgétaires d'approvisionnement et d'exploitation et de maintenance a eu lieu par l'intermédiaire de SGI en 2017, et des travaux sont en cours pour incorporer les coûts du cycle de vie dans le processus budgétaire.

Communications externes. Compte tenu de la part importante du budget du GON allouée à la défense, une capacité de communication publique solide est nécessaire pour que les Nigériens soient informés des menaces à la sécurité et de ce que le gouvernement fait pour les contrer. En novembre, un groupe de travail sur les communications externes a produit trois manuels de communication publique et se concentre maintenant sur le développement d'une structure d'affaires publiques capable de transmettre au public des messages synchronisés et précis sur la sécurité. Les directives clés appuyant le travail de ce groupe de travail attendent d'être approuvées par le Conseil national de sécurité. Les efforts en cours incluent des forums citoyens soutenus par SGI pour promouvoir la communication entre le gouvernement et le public ainsi que des formations sponsorisées pour les journalistes.

Nigeria

Le JCAP SGI Nigeria, signé en mai 2017, porte sur la planification et la coordination des interventions d'urgence à l'échelle nationale du Ministère de l'Intérieur, les procédures d'achat et d'acquisition du Ministère de la Défense et la planification interministérielle de la sécurité civile. Alors que la haute direction du gouvernement du Nigeria a adopté le concept de SGI en principe, nommer le ministre de l'Intérieur comme point de contact SGI pour deux des domaines d'intervention a entraîné un démarrage lent des activités. La relance de SGI en janvier 2018 visait à attirer l'attention sur ces domaines d'intervention.

Planification et coordination des interventions d'urgence à l'échelle nationale du ministère de l'Intérieur. Une planification coordonnée entre les composantes de l'IAM permettra une réponse plus efficace aux situations d'urgence à travers le Nigeria. SGI soutient le MOI pour développer des politiques et des procédures claires pour la réponse et la gestion d'urgence. En 2017, SGI a formé un groupe de travail pour discuter des plans d'anticipation des besoins d'intervention d'urgence, d'allocation des ressources et du personnel, de préparation et de réponse aux urgences et d'intégration complète des différentes capacités et mandats du MOI.

Acquisition et acquisition par le ministère de la Défense. Une planification, une exécution, une gestion et une surveillance efficaces des acquisitions qui tiennent compte du cycle de vie complet du matériel dans un environnement de sécurité en évolution permettront à l'establishment de la défense nigérian de développer, maintenir et utiliser efficacement des ressources et des capacités militaires. En 2017, par le biais de SGI, le MOD a commencé à cartographier les pratiques d'acquisition et a été introduit à des concepts pertinents tels que l'analyse des coûts pour la planification des acquisitions.

Planification de la sécurité civile pour le Nord-Est. Alors que le gouvernement du Nigeria reprend le contrôle du territoire autrefois occupé par Boko Haram dans le Nord-Est, une coordination étroite entre les militaires, les autres services de sécurité, les communautés, la police et les gouvernements locaux et étatiques est nécessaire. SGI travaillera pour faciliter la transition de l'autorité militaire à l'autorité civile dans le nord-est et soutiendra des plans pour rétablir la sécurité et la justice pour les citoyens.

Tunisia

Le JCAP SGI Tunisie, signé en septembre 2016, est axé sur l'amélioration de la gestion des frontières; les politiques policières, les procédures et l'engagement communautaire; promouvoir l'intégrité et lutter contre la radicalisation dans le système de justice pénale. Le gouvernement tunisien (GOT) continue d'institutionnaliser sa nouvelle démocratie à travers des réformes des secteurs de la sécurité et de la justice.

Gestion des frontières. L'amélioration de la gestion des frontières et de la sécurité permettrait d'endiguer l'afflux de groupes armés, d'armes et d'autres produits illicites en Tunisie, et contribuerait à relever le défi terroriste croissant de la Tunisie. En décembre 2017, le président a signé la stratégie nationale de sécurité aux frontières (NBSS). Une fois que GOT partagera le NBSS avec la communauté internationale, SGI concentrera son engagement sur les domaines où le gouvernement américain peut le mieux soutenir sa mise en œuvre.

Politique policière, procédure et engagement communautaire. La reddition de comptes et l'engagement auprès de la population favorisent la confiance dans la police et un partenariat pour répondre aux priorités de sécurité des citoyens. À la suite d'un voyage d'études de la SGI aux États-Unis, l'Inspecteur général a commencé à élaborer des plans et des politiques visant à améliorer les capacités et procédures d'enquête et à renforcer la responsabilité de la Garde nationale et de la police nationale. SGI facilite également les processus qui créent des opportunités pour la police de s'engager de manière significative avec les communautés.

Promouvoir l'intégrité et s'attaquer à la radicalisation dans le système de justice pénale. L'accès à la justice, la réduction de la marginalisation sociale, l'amélioration des procédures et des conditions de détention et l'amélioration de la responsabilisation et de la transparence favoriseraient l'intégrité judiciaire et neutraliseraient les facteurs qui ont radicalisé le système de justice pénale. Grâce à SGI, des politiques et des procédures sont en cours d'élaboration pour accélérer le traitement des affaires devant les tribunaux; améliorer les systèmes de transport, de contrôle et de détention des détenus; collaborer avec les médias et les organisations de la société civile; et faciliter l'accès à la justice pour tous.

Merci à tous ceux qui ont contribué au progrès
de l'Initiative de gouvernance de la sécurité
en 2017.

Pour plus d'informations, veuillez contacter

Email: info-sgi@state.gov